



Les parlementaires s'engagent à mettre en œuvre le Plan d'action de ParlAmericas pour la prévention de la violence politique

15 juin 2015

La 7^e Rencontre annuelle du Groupe des femmes parlementaires de ParlAmericas, Plan d'action pour la prévention du harcèlement politique et de la violence à l'égard des femmes, s'est terminée le samedi 13 juin. Plus de 70 participants des Amériques ont participé à cet événement.

Lors de la cérémonie de clôture officielle, Marcela Guerra, sénatrice du Mexique et présidente de ParlAmericas, a souligné la détermination et l'engagement du Groupe des femmes parlementaires de ParlAmericas dans la lutte en faveur de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. *« Avec le Plan d'action pour la prévention du harcèlement politique et de la violence à l'égard des femmes, nous retournons tous dans nos pays avec un nouvel outil essentiel à partager avec nos collègues parlementaires et citoyens. Hier, à la Chambre des députés de l'Argentine, à Buenos Aires, j'ai mentionné que les parlements des Amériques ont réalisé d'importants développements législatifs pour favoriser l'égalité entre les sexes. Il faut maintenant transformer ces obligations en actions concrètes. »*

Claudia Nogueira, membre de la Chambre des députés du Chili et vice-présidente du Groupe des femmes parlementaires, a souligné que ces « événements - comme cette Rencontre annuelle avec ParlAmericas – sont d'une importance capitale puisque cela nous permet de trouver des points communs entre différents pays partageant des caractéristiques similaires. *La discrimination basée sur le genre et la violence à l'égard des femmes existent dans différents contextes. En tant que parlementaires, nous devons élever nos voix et s'opposer à ceux qui violent les droits des femmes dans tous les domaines et forums où nous représentons nos citoyens. »*

Enfin, Aida Ruiz, membre de la Chambre des députés, Argentine, et hôte de la Rencontre annuelle 2015, a partagé sa vision sur les suites à donner à cette Rencontre: *« Nous sommes responsables d'être les porte-paroles pour une vie sans harcèlement politique, sexuel, hiérarchique ou lié au travail. Une vie sans discrimination ni harcèlement où la violence fait place au respect du caractère unique de chaque être humain. »*

Lors de la troisième journée de la Rencontre annuelle, une table-ronde a été organisée, composée des panélistes suivants : Diego Vintimilla, membre de l'Assemblée Nationale, Équateur; Sheila Copps, ancienne vice-première ministre, Canada ; Sandra Generoso, juge de la Cour d'appel et ancienne membre de la Chambre provinciale des députés, Argentine; Ligia Fallas Rodríguez, membre de l'Assemblée législative, Costa Rica; et Margarita Flores, sénatrice, Mexique. Les panélistes ont décrit la situation actuelle dans leur propre pays concernant le harcèlement politique, identifiant les obstacles et défis auxquels font face les femmes en politique dans leur pays.

Une cérémonie pour officialiser l'Acte d'engagement dans le cadre de la campagne HeForShe/LuiPourElle, une initiative d'ONU Femmes qui vise la participation des hommes à appuyer le combat pour l'égalité entre les sexes. Les parlementaires présents ont promis de diffuser ce message au sein de leurs Parlements afin d'impliquer davantage les hommes dans cette lutte pour l'égalité.

Les parlementaires ont également reconnu qu'il est nécessaire, afin d'atteindre une égalité réelle, d'y consacrer des ressources significatives, de développer une volonté politique forte et de sanctionner ceux qui commettent des actes de harcèlement et de violence. Ils ont aussi rappelé que la violence politique et le harcèlement politique sont des obstacles à la démocratie représentative et doivent être éradiqués.

Lors de la dernière journée de la Rencontre annuelle du Groupe des femmes parlementaires, les participants ont pris des engagements concrets afin de poursuivre la lutte en faveur de l'égalité. Des initiatives importantes ont été mentionnées pour atteindre cet objectif, notamment la classification du harcèlement politique comme un crime ayant des peines aux modalités claires et spécifiques, ainsi que le développement de partenariats avec les médias afin de changer les comportements sociaux qui font la promotion du harcèlement politique et des stéréotypes de genre.